

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

N. 858

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli affari esteri**

(MARTINO)

di concerto col **Ministro dell'interno**

(MARONI)

col **Ministro di grazia e giustizia**

(BIONDI)

e col **Ministro della difesa**

(PREVITI)

(V. Stampato Camera n. 931)

approvato dalla Camera dei deputati il 14 settembre 1994

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 16 settembre 1994*

Ratifica ed esecuzione del secondo Protocollo di emendamento alla Convenzione sulla riduzione dei casi di pluralità di nazionalità e sugli obblighi militari in caso di nazionalità plurima, fatto a Strasburgo il 2 febbraio 1993

INDICE

Disegno di legge	Pag.	3
Testo del Protocollo	»	5
Traduzione non ufficiale	»	10

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il secondo Protocollo di emendamento alla Convenzione sulla riduzione dei casi di pluralità di nazionalità e sugli obblighi militari in caso di nazionalità plurima, fatto a Strasburgo il 2 febbraio 1993.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 5 del Protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quella della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**Second Protocol
amending the Convention
on the Reduction
of Cases of Multiple Nationality
and Military Obligations
in Cases of Multiple Nationality**

**Deuxième Protocole
portant modification
à la Convention sur la réduction
des cas de pluralité de nationalités
et sur les obligations militaires
en cas de pluralité de nationalités**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole.

Ayant estimé nécessaire de modifier le chapitre I^{er} de la Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités, signée à Strasbourg le 6 mai 1963, ci-après dénommée « la Convention »;

Considérant le nombre important de migrants établis de manière permanente dans les Etats membres du Conseil de l'Europe et la nécessité d'achever leur intégration, notamment celle des migrants de la deuxième génération, dans l'Etat d'accueil par l'acquisition de la nationalité de cet Etat;

Considérant le nombre important de mariages mixtes dans les Etats membres et la nécessité de faciliter l'acquisition par l'un des conjoints de la nationalité de l'autre conjoint et l'acquisition par leurs enfants de la nationalité des deux parents, afin d'encourager l'unité de la nationalité au sein d'une même famille;

Considérant que la conservation de la nationalité d'origine est un facteur important pour la réalisation de ces objectifs, compte tenu des Résolutions (77) 12 et 13 du Conseil de l'Europe concernant la nationalité des conjoints de nationalités différentes et la nationalité des enfants nés dans le mariage, ainsi que de l'évolution des législations nationales des Etats membres en la matière,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

A l'article 1^{er} de la Convention, il est ajouté trois paragraphes libellés comme suit:

- « 5 Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et, quand il est applicable, du paragraphe 2 ci-dessus, lorsqu'un ressortissant d'une Partie contractante acquiert la nationalité d'une autre Partie contractante sur le territoire de laquelle soit il est né et y réside, soit y a résidé habituellement pendant une période commençant avant l'âge de 18 ans, chacune de ces Parties peut prévoir qu'il conserve sa nationalité d'origine.
- 6 Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 et, quand ils sont applicables, des paragraphes 2 et 5 ci-dessus, en cas de mariage entre ressortissants de Parties contractantes différentes, chacune de ces Parties peut prévoir que le conjoint qui acquiert la nationalité de l'autre conjoint, à la suite d'une manifestation expresse de volonté, conserve sa nationalité d'origine.
- 7 Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 ci-dessus quand il est applicable, lorsqu'un ressortissant mineur d'une Partie contractante dont les parents sont des ressortissants de Parties contractantes différentes acquiert la nationalité de l'un de ses parents, chacune de ces Parties peut prévoir qu'il conserve sa nationalité d'origine. »

Article 2

Les dispositions de l'article 4 de la Convention ne s'appliquent pas aux situations visées par le présent Protocole.

Article 3

- 1 Dans les relations entre Etats parties à la Convention qui appliquent les dispositions du chapitre I^{er} de celle-ci et qui sont également Parties au présent Protocole, le chapitre I^{er} de la Convention est applicable:
 - a dans sa teneur modifiée par le présent Protocole; ou
 - b lorsque les Etats en relation sont aussi Parties au Protocole du 24 novembre 1977 portant modification à la Convention, dans sa teneur modifiée par ledit Protocole et par le présent Protocole.
- 2 Dans les relations entre Etats parties à la Convention qui appliquent les dispositions du chapitre I^{er} de celle-ci, Parties au présent Protocole, d'une part, et Etats parties à la Convention qui appliquent les dispositions du chapitre I^{er} de celle-ci sans être Parties au présent Protocole, de l'autre, le chapitre I^{er} de la Convention est applicable:
 - a dans sa teneur initiale; ou
 - b lorsque les Etats en relation sont aussi Parties au Protocole du 24 novembre 1977 portant modification à la Convention, dans sa teneur modifiée par ledit Protocole.

Article 4

- 1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:
 - a la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
 - b la signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 2 Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut signer sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il n'est pas déjà ou s'il ne devient pas simultanément Etat contractant à la Convention, et à condition d'appliquer les dispositions du chapitre I^{er} de la Convention.
- 3 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 5

- 1 Le présent Protocole entrera en vigueur un mois après la date à laquelle deux Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par le présent Protocole conformément aux dispositions de l'article 4.
- 2 Pour tout autre Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le présent Protocole, celui-ci entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 6

- 1 Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat qui aura adhéré à la Convention pourra adhérer au présent Protocole à condition d'avoir accepté les dispositions du chapitre I^{er} de celle-ci.
- 2 Tout Etat non membre du Conseil de l'Europe invité à adhérer à la Convention sera considéré comme étant invité à adhérer au présent Protocole à condition d'avoir accepté les dispositions du chapitre I^{er} de celle-ci.
- 3 Pour tout Etat adhérent, le présent Protocole entrera en vigueur un mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 7

- 1 Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 2 La dénonciation prendra effet une année après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.
- 3 La dénonciation de la Convention entraîne de plein droit celle du présent Protocole.

Article 8

Aucune réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole.

Article 9

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe et au gouvernement de tout Etat ayant adhéré ou ayant été invité à adhérer à la Convention:

- a toute signature du présent Protocole;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à ses articles 5 et 6;
- d toute notification reçue en application des dispositions de l'article 7 et la date à laquelle la dénonciation prend effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 2 février 1993, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer au présent Protocole.

TRADUZIONE NON UFFICIALE**SECONDO PROTOCOLLO DI EMENDAMENTO DELLA CONVENZIONE SULLA
RIDUZIONE DEI CASI DI NAZIONALITÀ MOLTEPLICI E SUGLI OBBLIGHI
MILITARI IN CASO DI NAZIONALITÀ MOLTEPLICI.**

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presnete Protocollo,

Avendo ritenuto necessario di modificare il capitolo 1 della Convenzione sulla riduzione dei casi di molteplicità di nazionalità, e sugli obblighi militari in caso di molteplicità di nazionalità, firmata a Strasburgo, il 6 maggio 1963, di seguito denominata "la Convenzione";

Considerando il numero importante di migranti insediati in maniera permanente negli Stati membri del Consiglio d'Europa e la necessità di portare a termine la loro integrazione, in particolare quella dei migranti della seconda generazione, nello Stato di accoglienza mediante l'acquisizione della nazionalità di tale Stato;

In considerazione del numero importante di matrimoni misti negli Stati membri e della necessità di facilitare l'acquisizione da parte di uno dei coniugi, della nazionalità dell'altro coniuge, come pure l'acquisizione da parte dei figli, della nazionalità di entrambi i genitori, al fine di promuovere una univocità di nazionalità in seno alla stessa famiglia;

Considerando che la conservazione della nazionalità d'origine è un fattore importante per la realizzazione di tali obiettivi, tenendo conto delle Risoluzioni (77) 12 e 13 del Consiglio d'Europa relative alla nazionalità dei coniugi di nazionalità diverse ed alla nazionalità dei figli nati in costanza di matrimonio, nonché dell'evoluzione delle legislazioni nazioanli degli Stati membri in materia,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

All'articolo 1 della Convenzione sono aggiunti tre paragrafi formulati come segue:

"5 Nonostante le disposizioni del paragrafo 1 e qualora applicabile, del paragrafo 2 di cui sopra, quando un cittadino di una Parte contraente acquisisce la nazionalità di un'altra Parte contraente sul di cui territorio è nato e risiede, oppure vi ha risieduto abitualmente per un periodo avente inizio prima dell'età di 18 anni, ciascuna di queste Parti può disporre che conservi la sua nazionalità d'origine.

6. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1 e qualora applicabili, dei paragrafi 2 e 5 di cui sopra, in caso di matrimonio tra cittadini di Parti contraenti diverse, ciascuna di tale Parti può disporre che il coniuge che acquisisce di sua libera volontà la nazionalità dell'altro coniuge, conservi la sua nazionalità d'origine.

7 Nonostante le disposizioni del paragrafo 2 di cui sopra qualora applicabile, se un cittadino minorenni di una Parte contraente i cui genitori sono cittadini di Parti contraenti diverse, acquisisce la nazionalità di uno dei suoi genitori, ciascuna di tali Parti può disporre che conservi la sua nazionalità d'origine".

Articolo 2

Le disposizioni dell'Articolo 4 della Convenzione non si applicheranno a questioni previste dal presente Protocollo.

Articolo 3

1 Nelle relazioni tra gli Stati Parti alla presente Convenzione che applicano le disposizioni del Capitolo I di tale Convenzione e che sono altresì Parti al presente Protocollo, sarà applicabile il Capitolo I della Convenzione :

a come modificato dal presente Protocollo; oppure

b, qualora gli Stati interessati siano anche parti al Protocollo del 24 Novembre 1977 di emendamento della Convenzione, come modificati da detto Protocollo e dal presente Protocollo.

2 Nelle relazioni tra gli Stati Parti alla Convenzione che applicano le disposizioni del Capitolo I di detta Convenzione, le Parti al presente Protocollo, e gli Stati Parti alla Convenzione che applicano le disposizioni del Capitolo I di quest'ultima senza essere Parti al presente Protocollo, sarà applicabile il Capitolo I della Convenzione:

a nel suo contenuto originale; oppure

b qualora gli Stati interessati siano anche Parti al Protocollo del 24 Novembre 1977 recante emendamento alla Convenzione, nel suo contenuto modificato da detto Protocollo.

Articolo 4

1 Il presente Protocollo sarà aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della presente Convenzione, che possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati da:

a firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione;

b firma sotto riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, da accettazione o da approvazione.

2. Uno Stato membro del Consiglio d'Europa non può firmare senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, oppure depositare uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione, se non è già o se non diviene contestualmente uno Stato contraente alla Convenzione, ed a patto che applichi le disposizioni del capitolo I della Convenzione.

3. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 5

1 Il presente Protocollo entrerà in vigore un mese dopo la data alla quale due Stati membri del Consiglio d'Europa, Stati contraenti alla presente Convenzione, hanno espresso il loro consenso ad essere vincolati dal presente Protocollo in conformità con le disposizioni dell'Articolo 4.

2 Per quanto concerne ogni altro Stato membro che successivamente esprime il suo consenso ad essere vincolato dal Protocollo, tale Protocollo entrerà in vigore un mese dopo la data della firma del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

Articolo 6

1 Dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo, ogni Stato che avrà aderito alla Convenzione, potrà aderire al presente Protocollo a condizione di avere accettato le disposizioni del capitolo 1 della Convenzione.

2 Ogni Stato non membro del Consiglio d'Europa invitato ad aderire alla Convenzione sarà considerato come invitato ad aderire al presente Protocollo, a condizione di avere accettato le disposizioni del capitolo 1 di quest'ultima.

3 Per ogni Stato aderente, il presente Protocollo entrerà in vigore un mese dopo la data di deposito dello strumento di adesione presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 7

1 Ciascuna Parte può, in ogni momento, denunciare il presente Protocollo indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2 La denuncia avrà effetto un anno dopo la data alla quale sarà stata ricevuta la notifica da parte del Segretario Generale.

3 La denuncia della Convenzione comporta di diritto quella del presente Protocollo.

Articolo 8

Nessuna riserva è ammessa alle disposizioni del presente Protocollo.

Articolo 9

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa ed al Governo di ogni Stato avente aderito o essendo stato invitato ad aderire alla Convenzione:

a ogni firma del presente Protocollo ;

b il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

c ogni data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità con i suoi articoli 5 e 6;

d ogni notifica ricevuta in attuazione delle disposizioni dell'articolo 7 e la data alla quale la denuncia ha effetto.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Strasburgo, il 2 febbraio 1993, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa e ad ogni Stato invitato ad aderire al presente Protocollo.

(SEGUONO FIRME)